CHAMBRE DES COMMUNES

Le jeudi 10 septembre 1987

La séance est ouverte à 11 heures.

Prières

AFFAIRES COURANTES

[Traduction]

CONSOMMATION ET CORPORATIONS

RÉPONSE DU GOUVERNEMENT AU RAPPORT DU COMITÉ
PERMANENT

L'hon. Jake Epp (ministre de la Santé nationale et du Bien-être social): Monsieur le Président, conformément aux paragraphes 67(2) et 99(2) du Règlement, je voudrais déposer, dans les deux langues officielles, la réponse du gouvernement aux recommandations que fait le comité permanent de la consommation et des corporations dans son rapport intitulé *L'irradiation des aliments*.

* * *

[Français]

QUESTIONS AU FEUILLETON

L'hon. Doug Lewis (ministre d'État et ministre d'État (Conseil du Trésor)): Monsieur le Président, je demande que toutes les questions soient réservées.

M. le Président: Est-on d'accord?

Des voix: D'accord.

● (1110)

[Traduction]

* * *

M. le Président: Je dois informer la Chambre qu'on m'a donné avis d'une question de privilège dans les délais prescrits. Je donne la parole au député de Saint-Jacques.

M. Jacques Guilbault (Saint-Jacques): Monsieur le Président, je vous ai donné avis d'une question de privilège à cause d'un incident survenu hier, quelques minutes avant l'ajournement de la séance.

Je me suis entretenu depuis avec le ministre d'État au Conseil du Trésor (M. Lewis) qui m'assure qu'il ne voulait absolument pas mal interpréter la conversation que nous avions eue sur le temps que devait durer encore le débat sur le projet de loi C-84. Je prends son explication pour argent comptant.

Au nom de la bonne entente et surtout pour le maintien de relations cordiales entre les leaders à la Chambre, disons que cette histoire est enterrée.

M. le Président: J'espère que ces aimables paroles ne sont pas le prélude à une autre intervention.

Je remercie le député de ses observations. Je fais remarquer que s'il y a parfois des désaccords à la Chambre, ils se règlent souvent par des discussions amicales entre les députés. Cela fait partie des traditions de la Chambre. Je remercie le ministre d'État et le député de Saint-Jacques de leur bonne volonté.

ORDRES INSCRITS AU NOM DU GOUVERNEMENT

[Français]

LA LOI SUR L'IMMIGRATION DE 1976

MESURE MODIFICATIVE

La Chambre reprend l'étude de la motion de M. Bouchard: Que le projet de loi C-84, tendant à modifier la Loi sur l'Immigration de 1976 et à apporter des modifications corrélatives au Code criminel, soit lu pour la 3^e fois et adopté.

M. Marcel Prud'homme (Saint-Denis): Monsieur le Président, comme je le disais hier soir . . . Je m'excuse, la vérité est toujours la chose la plus facile. Alors, j'arrive à peine, pour poursuivre ce débat qui, je pensais, se poursuivrait plus longtemps sur des questions de procédure.

Hier soir, je disais qu'un des rôles surtout du ministre de l'Emploi et de l'Immigration (M. Bouchard) . . . Et je ne m'adresse pas à lui que je vois présent ce matin, personnellement, mais c'est ma conception d'un ministre de l'Immigration. Comme, à l'époque où j'étais critique dans le domaine des Arts, je disais que le ministre responsable des arts au Canada n'avait pas comme seule fonction de défendre les décisions du Cabinet auprès des artistes, des gens qui s'occupent plus spécifiquement des arts, qui créent des centaines de milliers d'emplois, mais de refléter les appréhensions, les désirs de cette communauté auprès du Cabinet et de les défendre, je dis que, en ce qui concerne l'immigration, je vois cela plutôt à l'inverse.

J'ai commencé d'ailleurs lundi matin à une émission de télévision à Montréal—de Mathias Rioux—sur l'immigration où, au lieu d'aller dans la facilité . . . Je sais qu'il aurait été plus facile pendant une heure de dire que c'est effrayant, qu'il y a des abus, qu'il faut les corriger, qu'on va y voir et qu'on va être dur. Je sais que le ministre dit que ce n'est pas cela, mais il sait comment j'aime discuter de ces choses avec lui d'une manière élégante et possible. J'essayais de faire comprendre aux Québécois et aux Québécoises plus particulièrement l'importance de l'immigration d'une part, et l'importance du programme ayant trait aux réfugiés d'autre part. Je ne me désisterai pas de